



## BRÈVES ÉCONOMIQUES

# DE SUISSE ET DU LIECHTENSTEIN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE BERNE

N° 55 – 25 mars 2022

### Faits saillants

- Révision du cadre réglementaire actant la reprise par la Suisse du 4<sup>ème</sup> train de sanctions de l'UE contre la Russie
- Rehaussement des prévisions d'inflation de la Banque nationale en 2022, à 2,1 % contre 1,0 % précédemment et révision à la baisse de la projection de croissance 2022 (2,5 % contre 3 %).

### LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 24/03	Var. vs 18/03
EUR/CHF	1,0201	-1,28%
USD/CHF	0,9268	-0,83%
SMI	12 157,01	+1,1%
Taux 10a	0,483	+11,3pb

### Conflit en Ukraine

**Sanctions :** Après avoir annoncé la reprise du 4<sup>ème</sup> paquet de sanctions sectorielles de l'Union européenne à l'encontre de la Russie (mesures des 9 et 15 mars) le 18 mars dernier, le Conseil fédéral a confirmé leur mise en œuvre effective le 25 mars 2022. L'extension de la liste des personnes et entités sanctionnées avait déjà été reprise le 16 mars. La nouvelle révision de l'ordonnance instituant des mesures en réaction au conflit en Ukraine a ainsi permis d'y ajouter les interdictions de (i) l'exportation de biens destinés au secteur énergétique russe, et des prestations liées ; (ii) la fourniture de prêts ou d'autres moyens financiers (dont les prises de participation) aux entreprises opérant dans ce secteur ; (iii) l'importation de produits sidérurgiques originaires de Russie ; (iv) l'exportation vers la Russie de produits de luxe et de biens servant à la navigation maritime ; ou encore (v) la réalisation de transactions financières avec des entreprises d'Etat russes et la fourniture de services de notation de crédit. Des dérogations sont prévues pour permettre la continuité du travail des organisations humanitaires.

En revanche, le Conseil fédéral a confirmé sa décision de ne pas reprendre la mesure arrêtée par l'UE le 1<sup>er</sup> mars 2022 concernant la suspension de la diffusion des contenus de certaines chaînes d'information russes, dont Sputnik et Russia Today.

**Effets des sanctions :** Le Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO), en charge de l'application des sanctions, a annoncé que la Suisse avait d'ores et déjà gelé près de 6 Mds CHF d'actifs russes entrant dans le champ des sanctions (dont les avoirs financiers et les biens immobiliers) étant entendu que le volume total des actifs russes en Suisse est estimé entre 150 et 200 Mds CHF selon l'association SwissBanking. Le SECO a rappelé que les sanctions visent avant tout à restreindre la capacité des propriétaires à disposer de ces fonds et de ces biens, mais qu'aucune base juridique suisse existante ne permettrait leur confiscation.

Par ailleurs, le procureur général de la Confédération a instauré une task force interne afin de recueillir les informations et d'identifier les crimes commis en relation avec le conflit russo-ukrainien.

**Aide humanitaire** : En déplacement le 22 mars en Moldavie, le Président de la Confédération, Ignazio Cassis, a annoncé l'octroi de 2 M CHF aux autorités moldaves, qui s'ajoutent aux 80 M CHF déjà distribués par le Conseil fédéral pour soutenir la gestion de la crise humanitaire en Ukraine et dans les pays limitrophes. Il s'est également rendu le 21 mars à Varsovie pour évoquer également la situation humanitaire liée à la crise.

La conseillère fédérale Karin Keller-Sutter a sollicité l'Etat-major spécial Asile chargé de la maîtrise de situations particulières et extraordinaires pour les questions d'asile et de migration. Face à l'afflux rapide et important de réfugiés ukrainiens en Suisse (12 000 à ce jour), il devra clarifier l'enregistrement, l'hébergement et la sécurité de ces derniers. Institué en 2011 par le Conseil fédéral, cet organe n'avait jusqu'alors jamais été sollicité.

Le 12 mars dernier, le Conseil fédéral avait activé le statut de protection S pour les réfugiés en provenance d'Ukraine; conduisant la Confédération à indemniser les cantons pour leurs dépenses d'hébergement, d'entretien et de prise en charge médicale avec un forfait global d'environ 18 000 CHF par an. Le 25 mars, le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) a proposé aux cantons une contribution financière de 3 000 CHF supplémentaires par personne afin de soutenir l'acquisition de connaissances linguistiques par les réfugiés.

## Covid-19

**Situation sanitaire** : La moyenne des contaminations sur sept jours s'est réduite de 25 % par rapport à la semaine précédente dans un contexte de baisse, en parallèle du nombre d'hospitalisations. La campagne de vaccination a fortement ralenti depuis début février : à ce jour, 70,1 % de la population a reçu au moins une dose de vaccin, 69,1 % a reçu deux doses et 42,2 % de la population seulement a reçu une dose de « booster ».

## Economie

**Conjoncture** : La Banque nationale suisse (BNS) vient de revoir ses prévisions d'inflation et de croissance, rehaussant significativement sa prévision d'inflation pour 2022, à 2,1% contre 1,0% lors du précédent examen mi-décembre. La BNS anticipe un taux d'inflation de 0,9 % en 2023. La BNS a par ailleurs révisé à la baisse sa prévision de croissance pour 2022 à 2,5% contre 3% auparavant (à comparer avec le taux de 2,8% revu à la baisse la semaine passée par le SECO). Compte-tenu du ralentissement anticipé de l'activité, la BNS pourrait maintenir son taux directeur à -0,75% au moins encore jusqu'à mars 2023. A noter que la BNS a acquis l'an dernier pour 21,1 Mds CHF en devises (soit 3 % du PIB) afin de contrer la trajectoire d'appréciation tendancielle du franc.

D'après le centre d'études conjoncturelles de l'EPFZ, les effets du conflit ukrainien pourraient par ailleurs fortement peser sur l'activité en 2022 en cas de prolongement du conflit au-delà de 3 mois: le PIB ne progresserait ainsi plus que de 1 % selon eux contre 2,9 % si la guerre prenait rapidement fin.

**Chômage** : D'après la dernière enquête sur la population active suisse, au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021, le taux de chômage au sens du BIT était de 4,4%, contre 6,4% en moyenne au sein de l'UE. Le taux de chômage en Suisse a baissé de -0,5 point en glissement annuel alors que le nombre d'actifs occupés progressait de +1,1%.

**Politique commerciale** : Le conseiller fédéral Guy Parmelin s'est entretenu avec la directrice générale de l'OMC Ngozi Okonjo-Iweala à Genève au sujet des conséquences de la guerre en Ukraine sur le système commercial multilatéral. Tous deux se sont montrés particulièrement préoccupés par le risque de crises alimentaires dans certains pays, lié à la contraction du commerce de céréales russes et ukrainiennes.

**Politique sociale** : En 2020, les pouvoirs publics ont versé au total 8,7 Mds CHF de prestations sous condition de ressources de l'aide sociale au sens large. Pour rappel, l'aide sociale au sens large est constituée de l'aide sociale économique et des prestations sous condition de ressources prévues en amont de l'aide sociale. Au total, 815 805 personnes, soit 9,5% de la population résidente permanente, ont bénéficié d'au moins une prestation de ce type. Les dépenses de l'aide sociale au sens large ont crû de +1,8% en un an (après +1,9% e 2019).

À première vue, la pandémie de Covid-19 n'aurait pas eu d'impact direct sur les dépenses en matière d'aide sociale.

## Secteur financier

**Stabilité financière :** La FINMA, autorité de régulation des marchés financiers, a annoncé que les deux grandes banques systémiques à l'échelle internationale, Credit Suisse et UBS, ont progressé en matière de stabilité face à d'éventuelles crises financières. En revanche, les plans d'urgence des banques d'importance systémique au plan national, à savoir PostFinance, Raiffeisen et la Banque cantonale de Zurich, ont été jugés insuffisants.

**Relations internationales :** Le Conseiller fédéral et ministre des finances Ueli Maurer s'est rendu à Dubaï les 23 - 24 mars pour présenter la contribution de la finance suisse à l'innovation et à la durabilité lors de l'événement « *Swiss Finance Day* » organisé dans le cadre de l'exposition universelle. La secrétaire d'Etat aux Questions financières internationales Daniela Stoffel a rencontré le ministre d'Etat des finances émirati Mohamed Bin Hadi Al Hussaini afin d'évoquer les relations financières bilatérales. Par ailleurs, Ueli Maurer a fait une halte à Doha pour approfondir le dialogue bilatéral sur les sujets fiscaux et financiers avec son homologue Ali Bin Ahmed Al Kuwari et l'émir du Qatar Tamim Bin Hamad Al Thani.

**Affaires Crédit Suisse :** Dans un communiqué en date du 23 mars, Crédit Suisse a révélé qu'un jugement défavorable attendu de manière imminente aux Bermudes pourrait lui coûter 500 M USD. L'affaire porte sur la filiale locale d'assurance vie, possiblement impliquée dans la gestion des avoirs de l'ancien premier ministre géorgien Bidzina Ivanishvili. Ce dernier a porté plainte contre la banque afin de récupérer la somme d'argent qu'il aurait perdu dans l'affaire Patrice L., qu'il estime à 400 M USD. Le jugement du tribunal bermudien est susceptible de faire l'objet d'un appel.

## Secteurs non financiers

**Approvisionnement énergétique :** Après une visite de travail aux Pays-Bas le 23 mars, la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga s'est rendue à Paris le 24 mars pour participer à la réunion de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) consacrée à la sécurité énergétique, la décarbonation et la réduction de la dépendance à l'égard du gaz russe. Au cours de cette réunion, l'AIE a dévoilé un plan permettant de réduire d'un tiers la dépendance au pétrole russe en quatre mois et d'amortir la hausse des prix du pétrole. L'institution avait déjà utilisé début mars 60 M de barils de pétrole issus des réserves obligatoires des pays membres et avait soutenu le raccordement de l'Ukraine et de la Moldavie au réseau électrique d'Europe continentale.

A noter que des discussions sont en cours concernant un approvisionnement de la Suisse en gaz liquéfié en provenance des Pays-Bas d'une part, et sur la conclusion d'un contrat de solidarité avec l'Allemagne d'autre part.

**Matériel de guerre :** D'après les données publiées par le SECO, les exportations suisses de matériel de guerre ont diminué de près de 18% en 2021 par rapport à l'année précédente, ne représentant que 0,2% des exportations totales de marchandises, soit un montant global de 742,8 M CHF, à destination de 67 pays.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication :  
Rédacteurs :

Gilles BORDES  
Mathilde HEITZ, Pierre-Antoine CADORET, Meriam JAWAD

Pour s'abonner :

[berne@dgtresor.gouv.fr](mailto:berne@dgtresor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.  
Crédits visuel : Pixabay